Solidarité internationale et hégémonie occidentale

Jusqu'ici, nous avons voulu souligner ce que le mouvement féministe avait négligé, dans ses analyses et ses choix stratégiques, et qui a donné lieu à une collusion d'intérêts avec un pouvoir raciste. Il est selon nous impossible de mener à son terme cette démarche sans prendre en compte les enjeux propres à la lutte contre les oppressions sexuelles – contre l'homophobie, la lesbophobie, la transphobie. Ces luttes sont distinctes du combat féministe dans son ensemble et elles ont suivi une trajectoire, des scissions et des modalités d'organisation propres. Mais nous sommes convaincu.e.s que l'oppression sexuelle s'inscrit pleinement dans le système qui produit les genres et les hiérarchies. Il existe des similitudes claires entre la dynamique des mouvements féministes de la seconde vague et les mouvements révolutionnaires homosexuels de la même époque, tout comme il existe des points communs dans la manière dont les forces réactionnaires réinvestissent des idées formulées par ces deux mouvements.

Comme dans le cas du féminisme, la réaction contemporaine n'a eu de cesse ces dernières années

Les féministes blanches et l'empire

de faire des non-Blancs la première menace contre les «homosexuels». Du «jeune de banlieue» viriliste et macho jusqu'aux musulmans «intégristes», les hommes noirs et arabes, mais aussi les cultures non occidentales – en particulier islamique – sont représentés comme une force majeure de la domination hétérosexiste contemporaine. Comme on l'a souvent rappelé, cette manœuvre n'est là que pour dédouaner la France blanche de son homophobie, de sa lesbophobie et de sa transphobie structurelles, inscrites dans la législation, les dispositifs scolaires et médicaux ou encore les politiques d'accès aux soins.

Mais il n'est pas suffisant de montrer comment l'attention est détournée des principaux fondements de l'hétérosexisme au travers d'une telle «instrumentalisation». Ce qu'il s'agit de décrire ici, c'est plutôt ce qui a pu permettre que des mots d'ordre «contre l'homophobie» aient pu se voir incorporés jusqu'à l'extrême droite du champ politique pour affermir un consensus raciste. L'un des éléments majeurs de cette incorporation repose sur un certain aveuglement vis-à-vis de l'hégémonie occidentale au sein des mouvements LGBT (Lesbiennes, gays, bi et trans), et sur l'absence d'analyse des disparités tant sociales qu'historiques à travers le monde dans la production des identités sexuelles.

Comme dans le cas du mouvement féministe de la deuxième vague, cette dimension peut sembler

Solidarité internationale et hégémonie occidentale

paradoxe dans la mesure où les homosexuel·le·s révolutionnaires ont défini leur lutte spécifique par analogie et en solidarité avec les luttes antiracistes et anticoloniales. Todd Shepard rappelle par exemple que le Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR), à l'occasion de sa première action publique en mars 1971, a été enregistré auprès des autorités « sous le nom de Front humanitaire antiraciste plutôt que Front homosexuel d'action révolutionnaire¹ ». L'article dans lequel Shepard évoque cet emprunt aux mouvements de l'immigration montre combien était présente dans les mouvements de libération sexuelle en France l'identification avec l'oppression qu'ont subie les Arabes – comme l'étaient d'ailleurs les hommes arabes dans l'imaginaire des militants gays révolutionnaires. Shepard montre bien l'ambiguïté de cette imagerie, dans la mesure où elle constituait avant tout le retournement d'un stigmatisme diffusé par l'extrême droite colonialiste dans les années 1960 à propos d'une culture maghrébine encline à des pratiques homoérotiques. Cette identification des gays révolutionnaires n'était donc pas dépourvue d'un certain orientalisme. Shepard indique aussi comment cette politique d'analogie et d'identification a cédé le pas à une

1. Todd Shepard, « "Something notably erotic": politics, "arab men", and sexual revolution in post-decolonization France,

1962-1974 », *Journal of Modern History*, vol. 84, n° 1, mars 2012, p. 26.

Les féministes blanches et l'empire

minimisation de la question raciale au sein du mouvement LGBT.

Aujourd'hui, si la majeure partie du mouvement LGBT se prononce contre les prétendues « instrumentalisations » du Front national ou de la droite, ses organisations n'ont pas su s'opposer au processus de racialisation de l'homophobie.

« J'entends de plus en plus de témoignages sur le fait que dans certains quartiers, il ne fait pas bon être femme, *ni homosexuel*, ni juif, ni même français ou blanc » déclarait Marine Le Pen en décembre 2010 à l'AFP. En réponse à ces propos, le Centre LGBT Paris Île-de-France dressait la comparaison avec la Suisse et les Pays-Bas. Il attribuait cet argumentaire à une stratégie électorale de l'extrême droite européenne, tout en dénonçant le « repli communautaire d'une partie de la population musulmane séduite par les thèses intégristes, violemment homophobes et sexistes ». Europe Écologie Les Verts rappelait de son côté combien le FN avait été opposé jusqu'alors aux « personnes LGBT », et le rôle de la droite « traditionnelle et chrétienne » dans l'offensive homophobe de ces vingt dernières années¹. Mais

1. On se souvient bien sûr de la Bible exhibée par Christine Boutin à l'Assemblée nationale lors des débats sur le PACS, ou encore des déclarations

de Christian Vanneste sur la manière dont les « homosexuels » constitueraient une menace pour l'humanité.

Solidarité internationale et hégémonie occidentale

si, comme le mentionnait alors Europe Écologie Les Verts dans son communiqué, les agresseurs du *kiss-in* à Notre-Dame (tenu à l'occasion de la Saint-Valentin 2010 à l'initiative d'étudiant-e-s LGBT) « se revendiquaient de l'Église catholique », que dire des organisateurs et organisatrices du *kiss-in* qui devait se tenir le 7 mai 2011 devant la « grande mosquée » de Lyon ? L'événement était annoncé comme une action pour « combattre l'homophobie dans les pays islamiques, et l'homophobie d'une petite minorité de musulmans en France ». Dans leur communiqué d'annulation de l'événement, les organisateurs et organisatrices prétendaient condamner aussi bien les « musulmans intégristes » que « les intégristes catholiques ». Pour donner encore d'autres gages de « progressisme », ces militants identitaires ont dit appuyer leur action sur les propos de Didier Lestrade, cofondateur d'Act Up et du magazine *Têtu*, qui déclarait au journal *20 Minutes* le 4 juin 2010 :

C'est finalement une facilité de s'attaquer toujours à l'Église parce que tout le monde est d'accord. S'attaquer à une mosquée ou une synagogue, ce serait énormément plus controversé et donc, dans mon esprit, nécessaire.

Si Didier Lestrade a désavoué le *kiss-in* organisé par les identitaires, cette petite phrase qui l'a

Les féministes blanches et l'empire

mis dans l'embarras reflète l'état de cécité des franges progressistes. Dans sa dénonciation de la manœuvre des identitaires, Lestrade se plaignait d'un contexte inapproprié (« une vague anti-islam »), d'un risque de dérapage ou d'affrontement avec la communauté musulmane. Il prétendait qu'il s'agissait là d'un « contexte sans précédent » dans « la communauté ». Mais du très institutionnel Centre Gai et Lesbien Paris Île-de-France jusqu'à Didier Lestrade, c'est à chaque fois le même amalgame qui s'opère. D'un côté, en comparant le fait de s'attaquer à l'Église et à une mosquée, Lestrade faisait l'impasse sur la racialisation de l'islam, qui remonte au temps des colonies et non à une « vague anti-islam » récente impulsée par l'extrême droite. De l'autre, le Centre LGBT d'Île-de-France a mis sur le même plan les arguments de Marine Le Pen et le prétendu « repli communautaire » de certain·e·s musulman·e·s. Dans les deux cas, on reproche à l'extrême droite de mener ces opérations stigmatisantes en son propre nom, sans le fin vernis que saurait lui donner une critique vertueuse dudit communautarisme et des fameuses « thèses intégristes, violemment homophobes et sexistes ».

Dans la « communauté LGBT », contrairement à la proposition de Lestrade, il y a eu de nombreux précédents en matière de manipulations de ce type. Déjà en 2008, Fadela Amara avait appelé

Solidarité internationale et hégémonie occidentale

à l'émergence « d'un mouvement gay dans les quartiers » à l'occasion d'un long entretien dans les pages de *Têtu*. On pouvait dès lors voir s'annoncer une nouvelle offensive pseudo-vertueuse à l'encontre des habitant·e·s noir·e·s et arabes des quartiers populaires, sur le modèle de celle menée au nom du féminisme par Ni putés ni soumises¹ : il s'agissait de circonscrire la lutte contre l'homophobie à certains « territoires perdus de la République² » en rendant invisibles l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie bien réelles présentes dans l'appareil législatif et les discours gouvernementaux.

Les prières républicaines de Fadela Amara auront presque été entendues puisque, moins d'un an plus tard, la réaction se met en branle à l'occasion de la publication du livre de Franck Chaumont (ancien directeur de la communication de Ni putés ni soumises), *Homo-ghetto. Gays et lesbiennes dans les cités : les clandestins de la République*³. Il faut croire que la sauce n'a pas suffisamment pris pour voir apparaître une association visible et constituée de Noir·e·s et d'Arabes prêt·e·s à fustiger l'homophobie inhérente à ce qui serait la culture arabo-musulmane, ou plus généralement

1. Voir Sylvie Tissot, « Bilan d'un féminisme d'État. De Ni putés ni soumises aux lois anti-voile » in *Les mots sont importants*, éditions Libertalia, 2010.

2. Pour reprendre le titre éloquent d'un ouvrage dirigé par Emmanuel Brenner.

3. Le Cherche midi, 2009.

Les féministes blanches et l'empire

celle « des quartiers ». L'offensive n'en a pas pour autant perdu son souffle. En effet, la même année, sur une idée de Ian Brossat (président du groupe communiste au conseil de Paris), on annonce un match de gala entre Paris Foot Gay et le Créteil-Bébel (se définissant comme « une équipe de musulmans pratiquants »). Le Créteil-Bébel a finalement préféré annuler le match « par crainte de subir une instrumentalisation » et, comme ils l'ont expliqué, à cause du mot « Gay » dans l'intitulé du nom de l'équipe adverse. L'affaire a fait grand bruit : de tribunes en interviews, l'entraîneur de Paris Foot Gay, Brahim Naït-Balk, a eu tout le loisir de dénoncer ces « extrémistes », dont il se demande, sur le plateau de *C à Dire*¹, « s'ils sont bien nés en France ». Dans la même émission, l'entraîneur note que ce « type de personnes, ce sont toujours les premiers à se plaindre et à se dire qu'on est victime de racisme en France ». Il explique enfin que l'homosexualité est « hyper présente » dans les pays du Maghreb, et la plupart du temps « pratiquée de manière bestiale et animale ». Brahim Naït-Balk a pu poursuivre sur le même registre dans un livre rédigé avec Florence Assouline, *Un homo dans la cité* – dont les remerciements, en fin d'ouvrage, sont adressés au même Franck Chaumont qui, dans son propre livre, lui avait consacré un portrait (« c'est l'exception

1. France 5, 7 octobre 2009.

Solidarité internationale et hégémonie occidentale

qui confirme la règle : un homo de banlieue qui assume son orientation sexuelle¹ »..) Le Créteil-Bébel, quant à lui, s'est dissout après avoir été exclu de la Commission football loisir pour « refus de match avec propos discriminants² ».

Pour bien comprendre l'ampleur de l'offensive et ses causes les plus profondes, il est intéressant de revenir sur les propos tenus par Brahim Naït-Balk sur l'homosexualité dans les pays du Maghreb. La bestialité imputée aux pratiques homoérotiques dans le monde arabe relève d'un vieux cliché orientaliste³. En vérité, l'identification même

1. Comme le fait remarquer Eric Fassin dans un article intitulé « Homosexuels des villes, homophobes des banlieues ? » (Mediapart, 2 décembre 2010).

2. On aurait aimé que la même rigueur s'applique, dans le cadre du football professionnel, à l'encontre de Laurent Blanc, dont les choix ont un retentissement bien plus notable, notamment lorsqu'il émet la proposition de quotas racistes sous prétexte que « tous les blacks, si tu enlèves les Antillais, ils ont des origines africaines. Donc, africains, ils vont pouvoir aller dans une équipe africaine » et étant donné qu'« on a l'impression qu'on forme vraiment le même prototype de joueurs : grands, costauds, puissants. Qu'est-ce qu'il y a actuellement comme

grands, costauds, puissants ? Les Blacks. » (Fabrice Arfi, Michaël Hajdenberg et Mathilde Mathieu « Quotas dans le foot : la vérité au mot près », Mediapart, 30 avril 2011.) Mais on comprendra que, dans la logique de quelqu'un comme Brahim Naït-Balk, il s'agit là de « se plaindre » et de « se dire qu'on est victime de racisme en France », ce qui est décidément un argument d'« extrémistes ».

3. Édouard-Adolphe Duchesne, docteur en médecine, s'était vu confier une « mission scientifique » en 1851 dans la ville d'Alger. Il écrivait à propos de la « prostitution mâle » que « ceux qui connaissent les mœurs arabes savent combien ils sont adonnés à la sodomie ». Des « Maures [...] renégats et [...] Turcs », il prétend que « la

Les féministes blanches et l'empire

des pratiques homoérotiques dans le monde arabe comme « homosexuelles » peut être attribuée à l'Occident.

Il ne faut pas confondre homosexualité et « sodomie », ou avec diverses pratiques homoérotiques. L'homosexualité et l'hétérosexualité se réfèrent à des identités stables qui définissent (de façon exclusive) l'objet du désir selon le « sexe ». La première génération de militants gays révolutionnaires a glosé sur cette binarité, d'abord en situant le contexte d'émergence d'un discours sur l'homosexualité en Occident au XIX^e siècle. Le texte classique de John d'Emilio, « Capitalism and Gay Identity », paru en 1983, expliquait comment le passage d'une économie familiale à un mode de production (capitaliste) où prédomine le salariat individuel ouvrait la possibilité de vivre ou survivre en dehors de l'espace familial et domestique consacré à la reproduction¹. Avec les notions de choix, de désir, de mode de vie, qui se sont étendues et précisées au cours de la longue période qu'on appelle « modernité capitaliste », les binarités homo/hétérosexualité pouvaient se cristalliser comme des identités attachées de façon durable

bestialité est très pratiquée parmi eux, et [qu']en cela ils imitent les Arabes, qui sont très enfoncés dans l'usage de ce vice ». E.-A. Duchesne, *De la prostitution dans la ville d'Alger depuis la conquête*, J.-B. Baillière, 1853, p. 35, p. 38.

1. John d'Emilio, « Capitalism and gay identity », in *Powers of Desire: The Politics of Sexuality*, Ann Snitow, Christine Sansell, Sharan Thompson (ed.), New York, Monthly Review Press, 1983, p. 100-113.

Solidarité internationale et hégémonie occidentale

à des individu-e-s – l'hétérosexualité étant l'identité dominante et l'homosexualité définissant une pathologie ou encore une perversion.

Cette précision est importante car le développement du capitalisme est indissociable de sa dimension coloniale et impérialiste. Or, les nouveaux États capitalistes et coloniaux n'ont pas manqué d'imposer aux pays colonisés leurs propres catégories liées aux genres et aux sexualités. L'autrice féministe Maria Lugones a proposé une analyse claire de la manière dont la colonisation a imposé à des populations non occidentales les attributions sexuelles et les sexualités issues de la famille bourgeoise européenne – réprimant les pratiques sexuelles non conformes et stigmatisant les personnes définies en dehors de la binarité hommes-femmes¹.

Aujourd'hui, le regard orientaliste partitionne le monde éclairé/occidental et le monde oriental arriéré/despotique en fonction de ce qu'on appelle le « traitement des homosexuels », envisagé comme un enjeu humanitaire parmi d'autres. Ces images alimentent plus que jamais l'arsenal idéologique du bloc impérialiste ; elles participent du nouveau visage de la mission civilisatrice. Dans *Desiring Arabs*, Joseph Massad a fait la critique de cette rhétorique en montrant que « l'homosexualité »

1. Maria Lugones, « The coloniality of gender », *Worlds*

and Knowledges Otherwise, printemps 2008.

Les féministes blanches et l'empire

comme identité définie est absente de la caractérisation traditionnelle des relations sexuelles entre personnes de même genre dans le monde arabe. La répression des pratiques homoérotiques dans le monde arabe donne pourtant lieu à des campagnes de solidarité (menées par des groupes occidentaux) qui identifient indûment les victimes à des « homosexuel·le·s ». Le problème de cette caractérisation est que, d'après la démonstration de Massad, les pratiques homoérotiques étaient courantes dans les pays arabes avant le XIX^e siècle sans s'identifier à des « orientations sexuelles ». Leur condamnation et la tentative de les supprimer ont été le fruit d'une importation de la morale victorienne occidentale qui assimilait cette licence sexuelle à de « l'homosexualité ». Aujourd'hui encore, les milieux conservateurs ou les pouvoirs arabes réprimant les rapports sexuels entre personnes de même genre s'appuient sur la binarité homosexuel/hétérosexuel. Massad dénonce le fait que des groupes militants occidentaux propagent cette binarité en assimilant cette répression à de l'homophobie¹.

L'exemple du *Queen Boat* en Égypte, relaté par Massad, illustre bien ce type d'amalgame. En 2001, la police égyptienne a pris d'assaut une

1. Joseph A. Massad, *Desiring Arabs*, University of Chicago Press, 2007, p. 188.

Solidarité internationale et hégémonie occidentale

discothèque hébergée à bord d'un bateau accosté sur le Nil avant de procéder à l'arrestation de 55 personnes, dont au moins 34 à bord même du bateau, et pour le reste dans la rue ou à domicile. Les inculpés, tous des hommes, étaient soupçonnés d'appartenir à une secte dont Abu Nuwas serait le « prophète » et qui commémorerait la mort du « peuple de Loth » (qui désigne dans le Coran des hommes qui assouvissent leurs « désirs charnels avec les hommes au lieu des femmes¹. ») Ces inculpés ont finalement été accusés d'offense à la religion et de débauche. Tout au long de leur procès, ces derniers n'ont eu de cesse de nier être « homosexuels » ou « gays », ajoutant qu'ils avaient été forcés à signer, sous la torture, de faux procès-verbaux leur faisant déclarer qu'ils étaient en effet « déviants ». Qu'il s'agisse là d'une stratégie de défense ou d'un état de fait bien réel, ces clameurs des inculpés eux-mêmes n'ont en rien empêché bon nombre d'associations occidentales d'aide internationale ou spécifiquement en lutte contre l'homophobie de prétendre, dans cette affaire, se solidariser avec des personnes homosexuelles. En France, par exemple, Act Up orna la couverture de son journal *Action*² d'un fond noir sur lequel se dégageait en lettres blanches et en arabe, la phrase : « Libérez nos maris. » À l'intérieur de

1. *Le Coran*, « El-Araf », VII, verset 81. Traduction d'Albin de

Kazimirski Biberstein.
2. N° 75, septembre 2001.

Les féministes blanches et l'empire

ce même numéro, un article, intitulé « Rendez-nous nos 52 amants. Égypte, État homophobe : au Caire comme à Paris, la sodomie c'est la vie », raconte ce qui serait l'histoire de ces « 52 hommes, pour la plupart homosexuels, [...] actuellement jugés en Égypte sur la simple allégation de leur orientation sexuelle ». L'article précise que « les chefs d'accusation (comportement obscène entre hommes, offense à la religion pour deux d'entre eux) n'ont qu'un objectif : réprimer l'homosexualité réelle ou supposée ». Ce type de campagne internationale a entraîné l'appel d'une large partie de la presse égyptienne et de certains islamistes conservateurs à renforcer l'appareil législatif afin de criminaliser les pratiques sexuelles entre personnes du même genre – qui ne l'étaient pas explicitement au moment de l'affaire.

Cette « mésaventure » n'a pas servi de leçon aux organisations françaises. Jasbir K. Puar¹ rappelle comment le 19 juillet 2006 a été déclaré Journée internationale d'action contre les persécutions homophobes en Iran à l'initiative de l'IDAHO²

1. *Terrorist Assemblages. Homonationalism in Queer Times*, Duke University Press Books, 2007, p. ix-xi.

2. International Day Against HOMophobia, association basée à Paris et avec, pour porte-parole, Louis-Georges Tin. Ce militant semble

depuis s'être spécialisé dans l'institutionnalisation des dates anniversaires. La dernière en date est la proposition d'une Marche de la diversité élaborée par ce qu'il appelle un *Think & do tank* dont il est à l'initiative, République et diversité (<http://www.republiqueetdiversite.com>).

Solidarité internationale et hégémonie occidentale

et par l'organisation britannique *OutRage !*, suivis par de nombreuses associations à l'échelle internationale. Il s'agissait là de marquer une date anniversaire : la pendaison, en 2005, de deux adolescents homosexuels en Iran¹. Pourtant, un mois à peine après cette exécution, une polémique enfleait : rien ne permettait plus d'affirmer que les jeunes hommes avaient eu des relations sexuelles consenties ou qu'ils n'avaient pas plutôt participé au viol collectif d'un garçon de 13 ans². Cette

fr/), avec notamment pour partenaires la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme), le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) et le CRAN (Conseil représentatif des associations noires). Cet « événement festif et civique » se tiendrait le 14 juillet pour redonner à la fête nationale « et aux valeurs républicaines un sens encore plus fort ». Ce resserrement national-républicain marque une large partie de la rhétorique contemporaine des organisations de luttes spécifiques à la plus forte audience. Pour exemple, on peut rappeler le débat autour de l'affiche (finalement évincée) émise par l'Inter-LGBT en charge de l'organisation de la Marche des fiertés 2011. Sur fond bleu-blanc-rouge, celle-ci représentait un coq (symbole national) affublé d'un boa rose, avec pour slogan : « En 2011,

je marche. En 2012, je vote. » Cette identification nationale fonctionne de pair avec le mouvement de solidarité vers l'« international » (entendu comme les pays du Sud) : il s'agit de faire fructifier le réservoir des *valeurs de la république*, à l'export comme à l'import.

1. Dans la ville de Mashhad en Iran, deux jeunes hommes furent pendus publiquement. Trois photographies de cette exécution furent initialement postées sur le site *Iranian Student's News Agency* (ISNA), accompagnées d'un article traduit en anglais par *OutRage !* titrant : « L'Iran exécute des adolescents gays. »

2. « À la lumière des preuves que put fournir l'Iran selon lesquelles les jeunes hommes furent condamnés pour viol, des groupes de droits humains internationaux comme Amnesty International, Human Rights Watch (HRW) et l'International Gay and Lesbian Human Rights

Les féministes blanches et l'empire

controverse n'a en rien empêché que le récit proposé par *Outrage !* soit largement relayé dans les rangs français¹. Face à une telle obstination, on peut reprendre l'interrogation de Paula Ettelbrick (responsable de la Commission internationale des droits humains des gays et des lesbiennes) dans une lettre ouverte adressée aux « membres de la communauté gay » : « Pourquoi maintenant ? Pourquoi seulement l'Iran ? » L'Iran est au moins depuis 2005 parmi les cibles du pouvoir impérialiste étatsunien et il faut ajouter qu'en juillet 2006, Israël menait son invasion du Liban avec, pour motif récurrent de sa propagande, l'Iran comme

Commission (IGLHRC), demandèrent aux organisations de cesser de classer l'affaire comme une problématique gay. » D'autre part, « selon Hadi Ghaemi, spécialiste de l'Iran à HRW et dont le farsi est la langue maternelle, l'article publié sur l'ISNA était intitulé "Lavāt beh Onf", traduit par Ghaemi : "acte homosexuel contraint", sans compter que les avocats iraniens avec qui il a pu s'entretenir ont confirmé que l'expression se réfère à un viol sur une personne du même sexe », Richard Kim, *The Nation*, 7 août 2005.

1. On a pu lire dans le magazine *Têtu*, sous la plume d'Emmanuelle Cosse (présidente d'Act Up au moment de l'affaire du *Queen Boat*), « L'Iran a exécuté deux adolescents en

raison de leur "homosexualité" » (vendredi 22 juillet 2005). L'article reprenait les propos de Peter Tatchell (dirigeant d'*Outrage !*) selon lesquels il s'agissait là de « la dernière barbarie du fascisme-islamiste de l'Iran ». Par ailleurs, un an après l'exécution des deux hommes et le déclenchement des premières controverses, un rassemblement a bien eu lieu en France, à la date anniversaire, dans le cadre de la « Journée internationale de solidarité avec les lesbiennes gays bi et trans d'Iran ». L'appel, qui réunissait des groupes comme la Commission LGBT des Verts, l'Inter-LGBT, les Panthères roses, ou encore les Universités d'été euroméditerranéennes des homosexualités (UEEH), répétait l'allégation de « peine de mort pour motif d'homosexualité ».

Solidarité internationale et hégémonie occidentale

soutien du Hezbollah. Il y a là un véritable alignement de la solidarité internationale LGBT sur l'agenda impérialiste des États-Unis.

Face à la prétendue « barbarie » des pays arabes et musulmans dans le viseur du bloc impérialiste, Israël a, de son côté, choisi de tirer tous les bénéfices d'une association étroite entre sa propre image de démocratie occidentale au cœur du Moyen-Orient – la fameuse « villa dans la jungle » dont parle Ehud Barak –, et un profil national favorable aux droits des personnes LGBT. Dès 2010, 90 millions de dollars ont été investis par l'office de tourisme de Tel Aviv pour représenter Israël comme une destination du tourisme gay. Il s'agit là d'une véritable opération de *pinkwashing*: laver les crimes d'Israël au détergent *gayfriendly*. Les ambassades israéliennes financent des festivals de films gays et lesbiens, aux États-Unis comme en Europe¹. Là encore, la part active de la prétendue communauté LGBT n'est pas à sous-estimer. On peut citer à titre d'exemple le « voyage spirituel » en « Israël et Palestine » organisé en novembre 2011 par Beit Haverim (Groupe juif gay et lesbien de France), David & Jonathan (Mouvement homosexuel chrétien) et HM2F (Collectif citoyen des homosexuel·le·s

1. Voir Sarah Schulman, « Israel and “pinkwashing” », *New York Times*, 22 novembre 2011.

Les féministes blanches et l'empire

musulman.e-s de France). Le groupe HM2F a publié un journal de voyage édifiant relatant ce séjour œcuménique¹. HM2F y opère une confusion systématique entre oppresseur.e-s et opprimé.e-s, notamment quand le groupe dénonce l'homonationalisme des Israélien-ne-s en le mettant sur le même plan qu'un prétendu homonationalisme symétrique des Palestinien-ne-s. Le groupe visait des associations du mouvement *queer* arabe comme Meem ou Al Qaws qui luttent contre l'occupation israélienne et qui ont dénoncé ce « voyage spirituel² ».

La lutte transnationale contre des dispositifs homophobes, lesbophobes et transphobes n'est évidemment pas en cause ici. Ce qu'il s'agit de noter, c'est la manière dont des organisations s'inscrivent dans une démarche transnationale et tentent de se lier à des luttes qui se mènent dans d'autres pays. Comme l'écrit Massad :

Dans le contexte du nationalisme arabe anti-colonial, et plus récemment de l'islamisme, empruntant à l'Occident sa modernisation technologique tout en « préservant » sa propre version de l'« authenticité culturelle

1. <http://www.homosexuels-musulmans.org/BLOG-voyage-Israel-Palestine-spiritualites-LGBT.html>

2. « LGBT interfaith trip to Israel: holy pinkwash ? », <http://www.pinkwatchingisrael.com/portfolio/hm2f-campaign/>

Solidarité internationale et hégémonie occidentale

ou religieuse», la *Gay International* est légitimement perçue comme une dimension de l'emprise occidentale sur les cultures arabes et islamiques¹.

Il est nécessaire de saisir la complexité des sexualités dans le monde au-delà de la binarité homo/hétérosexualité tout en prenant en compte l'émergence de communautés lesbiennes, gays ou transgenres dans les pays du Sud et la répression des États à l'encontre des pratiques homoérotiques. Les deux phénomènes sont le résultat d'un processus de modernisation qui se réalise avec et contre les nations occidentales : avec elles, dans la mesure où ces pays dépendent de la technologie et des échanges avec les nations dominantes, et contre elles, étant donné que cette dépendance économique se traduit souvent par une réelle domination militaire, commerciale (par le biais de l'échange inégal), financière (par l'endettement) et culturelle.

Dans le tiers-monde, comme au cours des premiers développements des pays capitalistes avancés, l'essor d'un appareil d'État plus puissant a rendu possible une répression sexuelle plus rigoureuse. L'ambition

1. Joseph Massad, *op. cit.*,
p. 175.

Les féministes blanches et l'empire

de constituer des structures familiales nucléaires, pensées comme éléments importants de la « modernisation », a souvent motivé cette politique¹.

Le discours des groupes LGBT dans leur action de solidarité internationale reproduit l'hégémonie occidentale en imposant des catégories (homosexuelle et hétérosexuelle) à des personnes qui vivent dans des contextes où les sexualités, les identifications, les formes d'érotisation ont suivi des trajectoires complexes : celles-ci sont à la fois façonnées par la colonisation et le processus de mondialisation actuel, mais présentent aussi des particularités locales ou régionales qui ont survécu à la formation des États-nations et à l'impérialisme. Si les groupes occidentaux n'ont pas su saisir ces survivances, ces transformations, ces spécificités, il n'est pas suffisant d'appréhender cet aveuglement comme un simple « eurocentrisme ». Il faut aussi comprendre que cet eurocentrisme est bel et bien une manière de suppléer à une véritable analyse matérialiste des sexualités et des rapports de force sur ce terrain. Comme dans le cas des féministes « à gauche de la gauche », la manière dont s'emploient nombre d'organisations LGBT – des groupuscules aux

1. *Ibid.*, p. 91.

Solidarité internationale et hégémonie occidentale

instances plus institutionnelles – à concentrer une large part de leur action dans la mise en œuvre de solidarités internationales dénote une véritable nécessité de s’inscrire dans des processus politiques plus larges mais sans la volonté d’en passer par une inévitable remise en cause de leurs grilles d’analyses.